

A Toulouse et dans la région, Nuit debout phosphore encore

PAR EMMANUEL RIONDÉ
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 8 MAI 2016



Toulouse, place du Capitole. © E.R.

Une rencontre des Nuits debout Midi-Pyrénées s'est tenue samedi soir à Toulouse. Les « convergences des luttes » et des territoires restent à construire. Mais depuis cinq semaines, un peu partout dans la région, des dizaines ou des centaines de personnes se retrouvent le soir pour débattre des alternatives et échafauder les plans d'un autre monde.

Toulouse, correspondance.- Il a bien fallu qu'ils s'habituent, les mariés du Capitole. Désormais, lorsqu'ils sortent de la mairie, talons hauts, cravates, pantalons au pli réglementaire et limousine enrubannée le long du trottoir, il y a ces énergumènes en train de dresser des tables, de noircir un *paper board* et de brancher la sono. Vers 18 heures, tous les soirs depuis le 5 avril, Nuit debout prend sa place du Capitole. Ce samedi, ce sont les invités d'un mariage franco-maghrébin plutôt cosu qui se déploient. Les robes à paillettes et les enfants trop sapés s'égayent au son de l'orchestre traditionnel, et le *darija* (arabe dialectal marocain) a l'accent des faubourgs toulousains. Des deux côtés, on se sourit en se croisant. « *Oh la vache, regarde les talons !* », ne peut retenir une nuit-deboutiste en jeans et sandales en regardant la jeune femme qui tient la traîne de la mariée.

Il est vrai que les arrivants à cette Nuit debout régionale sont un peu moins apprêtés. Venu du Lot, du Tarn, du Gers, des Pyrénées-Orientales, de l'Ariège ou de l'Aude, ils sont là pour échanger sur leurs expériences locales. En un mois, le mouvement,

sans drainer des dizaines de milliers de personnes, s'est répandu dans toute la région, y compris dans des localités très rurales. La une du « Bulletin hebdomadaire Nuit Debout Toulouse » (4 pages) propose une carte hexagonale pointant les « Villes debout » au 28 avril 2016. Un maillage dense où la région toulousaine et l'arc Marseille-Perpignan tiennent bonne place.



A Toulouse, entre 200 et 600 personnes chaque soir place du Capitole. © E.R.

Venu du Tarn-et-Garonne, Fred, 39 ans, est là pour parler des Nuits debout de Caylus, Saint-Antonin-Noble-Val et Villefranche-de-Rouergue, trois communes du Quercy situées sur deux départements différents. « *De ce rassemblement, j'attends des rencontres, des liens pour tisser un réseau. Je veux repartir avec plein de contacts, assure-t-il en tapotant son carnet de notes. On a besoin de se rassembler sur des actions communes à l'échelle régionale pour avoir une dynamique plus large que dans nos petits réseaux locaux où tout le monde ne se mobilise pas sur Nuit debout. Et même si le mouvement finit par flancher, ces liens, ce réseau, on pourra les conserver pour la suite...* »

À plusieurs reprises au cours de la soirée, la volonté de coordonner les Nuits debout de la région voire de les fédérer ponctuellement sur des actions communes est exprimée par divers militants. Comme si la lutte contre « la loi travail et son monde » éprouvait le besoin de relier ses spots qui poussent un peu partout dans la région.

« *Il y a dix ans, j'étais impliqué dans la lutte contre le CPE, raconte Pierre 33 ans, très actif à Nuit debout Toulouse. J'y retrouve certaines choses mais pas tout. Nous, on était des étudiants, on foutait rien... Ici beaucoup des gens que je vois le soir ont travaillé pendant la journée. Et certains restent parfois jusqu'à*

minuit pour faire avancer le mouvement. Il y a de la détermination, de la volonté. Et c'est vraiment l'apprentissage de la démocratie avec toutes ses difficultés. »

De fait, à Toulouse, le mouvement qui rassemble « entre 200 et 600 personnes » tous les soirs, a pris de l'épaisseur. La commission juridique, chargée notamment d'informer les militants des risques judiciaires encourus sur les actions, peut s'appuyer sur « cinq ou six avocats qui suivent le mouvement bénévolement » selon Samy, 25 ans, étudiant impliqué depuis le début. La commission constituante qui se réunit régulièrement est « l'une des plus actives avec celle de Grenoble et de Paris », assure une militante. Et la commission Action, déjà à l'origine de l'occupation d'une agence de la BNP le 20 avril dernier, a rejoint le collectif « Y'a pas d'arrangement » récemment créé, où se retrouvent les antennes locales de Attac, du DAL, des précaires de l'éducation nationale, du CIP, l'Union des étudiants de Toulouse, et la coordination lycéenne de Toulouse.

Mardi 3 mai, le collectif a mené une occupation du MacDonald, en plein centre, juste à côté de la mairie. Délogement brutal de la police, quelques vitres éclatées, quelques lacrymos... Pour l'occasion, le maire (LR) Jean-Luc Moudenc s'est fendu d'un tweet : « Encore des incidents avec des excités dans #Toulouse ce soir. Stop à ce déferlement de #violence ! » La vidéo de plus de sept minutes diffusée sur le site NuitdeboutToulouse (<http://nuitdebouttoulouse.fr/>), et vue près de 320 000 fois, montre une occupation mouvementée plus qu'un « déferlement » de violences et, en l'occurrence, celles que l'on peut voir sont plutôt perpétrées par les policiers.

Sur ce point, si des affrontements ont plusieurs fois émaillé les manifestations contre le projet de loi sur le travail en mars-avril, à Toulouse, la répression du mouvement par les forces de l'ordre reste mesurée. Et jusqu'à ce jour, quasi inexistante dans les petites villes : « Chez nous, les flics sont bienveillants, assure Christine, nuit-deboutiste à Cazères, une ville de moins de 5 000 habitants entre Toulouse et Tarbes

qui a déjà connu quatre Nuits debout. *Il y avait une militante qui avait fait de la guerre contre les CRS son credo principal mais elle a fini par nous lâcher. »*

Pour autant, la criminalisation en cours du mouvement, notamment à Paris, n'a échappé à personne. Le traitement médiatique de Nuit debout, mettant volontiers la focale sur les « casseurs », est très critiqué. « Sur Paris, on entend parler que du cassage, s'agace Fred. Et ce traitement médiatique fait qu'une partie du mouvement en arrive à exprimer son inquiétude d'avoir froissé Finkelkraut... Mais si on en est là, le mouvement a du souci à se faire, parce que, personnellement, j'espère bien qu'on va en froisser quelques autres ! » Vendredi et samedi soir, la commission Action s'est longuement interrogée sur la position à adopter lors de la manifestation contre la « haine anti-flics » à laquelle appelle, le 18 mai, le syndicat Alliance.

« On n'a pas encore réussi l'ouverture aux quartiers »

Nuit debout Toulouse a produit le 2 mai une « Réponse à l'appel de Grenoble » (qui invitait à converger dans la capitale iséroise les 61 et 62 mars – 30 avril et 1^{er} mai) dans laquelle elle propose des pistes de réponse aux cinq questions posées : stratégie pour obtenir le retrait de la loi sur le travail ; réaction face aux violences policières ; condition de la convergence avec les quartiers populaires et les organisations syndicales ; articulation entre « *citoyennisme, activisme radical et désobéissance civile* » ; organisation d'un processus constituant populaire (voir ici l'appel de Grenoble <http://nuitdeboutgrenoble.fr/>)

index.php/lappel-de-grenoble/ et ici la réponse de Toulouse : <http://nuitdebouttoulouse.fr/2016/05/04/reponse-a-lappel-de-grenoble-des-61-et-62-mars/>).



Place du Capitole, appels à participer aux initiatives. © E.R.

La difficulté à construire quelque chose avec les quartiers populaires reste notamment bien présente dans les esprits. « *On n'a pas encore réussi l'ouverture aux quartiers* », constate Pierre. Un constat que partage Salah Amokrane, du Tactikollectif (www.tactikollectif.org) qui n'en tient pour autant pas rigueur au mouvement. « *C'est un peu le serpent de mer, cette histoire de convergence avec les quartiers populaires*, confie-t-il à Mediapart. *C'est vrai que Nuit debout est un mouvement très centre-ville mais ils le savent, l'énoncent, en ont conscience.* »

L'ex-tête de liste de Motivé-e-s dit regarder le mouvement avec « *une distance bienveillante* » et salue « *un réveil des interrogations et des consciences sur les modèles démocratiques. Il faut espérer que ça dure* ». Pour lui, l'hiatus avec les quartiers tient à la fois « *à des questions de forme – avec des façons de mettre en collectif et de communiquer qui sont très différentes – et à l'agenda de mobilisation : dans les quartiers, tout le monde s'en tape de la loi travail, parce qu'il n'y a pas de travail ! Et les préoccupations premières des mamans, ce sont celles de l'urgence sociale pour leurs enfants face à la délinquance, au trafic, etc.* »

La dernière fois qu'il a évoqué Nuit debout avec des jeunes du quartier des Izards, raconte-t-il, il s'est entendu répondre : « *Ah oui, c'est les manifs pour que les bars ne ferment pas la nuit* »... À Toulouse comme ailleurs, il semble qu'il y a donc encore du chemin à faire pour réduire la fracture entre ces deux espaces. Mais, en l'occurrence, c'est souhaité de part et d'autre : le 15 mai, pour la première fois, le Tactikollectif

prendra part, en tant que tel, à l'initiative Nuit debout sur la place du Capitole. Et un autre rendez-vous est envisagé dans les semaines à venir.

Tandis que la capitale du Sud-Ouest travaille donc, doucement, à élargir le mouvement et à construire des convergences dans ses murs, du côté des communes plus rurales, la volonté de se coordonner se couple à des revendications d'autonomie en terme d'agenda. « *Le milieu rural a des problématiques propres*, résume Jérémy, 28 ans, résidant dans le Gers, membre de la Nuit debout de l'Isle-Jourdain (8 000 habitants). *Pour faire vivre la démocratie participative sur des territoires où il faut parfois faire 30 ou 40 kilomètres de voiture pour se retrouver, il faut des gens qui s'investissent. Pour moi, aujourd'hui, l'un des enjeux majeurs, c'est la transparence et l'ouverture des organes décisionnels locaux, notamment les conseils municipaux et ceux des communautés de communes où tout se décide. Les élus y sont trop souvent dans l'entre-soi et l'opacité. Il faut reprendre pied dans ces lieux de pouvoir et de décision.* »

À Perpignan, les actions de Nuit debout sont marquées au sceau de la solidarité locale : aide à une personne âgée isolée à déménager ; aide judiciaire pour une autre. « *Nous, on s'apprête à s'opposer à l'expulsion d'une famille de migrants dans une commune du Quercy*, explique Fred. *On veut rassembler large pour ça, c'est notre agenda, on est sur des bagarres locales. Et la lutte contre la loi sur le travail, on en est solidaires mais sans plus : on évolue dans un milieu un peu en rupture, avec des petits groupes qui s'entraident les uns les autres et qui, ensemble, arrivent à mieux vivre. Nuit debout doit pouvoir faire coexister ces réalités différentes au sein du monde rural...* »

Un possible des « coexistences » qui, ce week-end, a tenté de franchir un nouveau seuil à Toulouse. Abdel, 58 ans, « travailleur caviste », keffieh autour du cou, y a assisté. Comme tous les week-ends. Et toujours très attentif aux débats : « *Il faut prendre le bien là où il est, et, comme l'abeille, en faire son miel. Ce qui se passe ici, ça sera bon pour la France.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.